



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

M.A.G. 33

71 avenue de Branne
33370 Tresses

Références : 2025-923
Code AIOT : 0100303992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement M.A.G. 33 implanté 71 avenue de Branne 33370 Tresses. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 19 novembre 2025, la police municipale de Tresses a été informée d'une pollution du ruisseau Le Fontaudin. L'agent de la police municipale a pu constater la réalité de la pollution, une coloration blanche de l'eau du ruisseau ressemblant à de la peinture, et remonter jusqu'à la source du déversement, 370 mètres en amont, dans le terrain de l'entreprise MAG33 sise 71 avenue de Branne. Le rapport de la police municipale présume un déversement volontaire ou un fait de négligence caractérisée engageant la responsabilité pénale de la société. La présente inspection avait pour but de vérifier la situation administrative de cette société au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) afin de déterminer la nature des suites administratives.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- M.A.G. 33
- 71 avenue de Branne 33370 Tresses
- Code AIOT : 0100303992
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise MAG33 est spécialisée dans la réparation du bâti après sinistre. Ses activités comprennent menuiserie, peinture, vitrerie, plomberie etc.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les traces de déversement constatés par le procès verbal de la police municipale du 19 novembre 2025 étaient encore présentes: un fossé court le long de l'établissement de MAG33, et une coulée blanchâtre était encore présente sur toute la hauteur de la berge de ce fossé, prenant sa source à l'angle du bâtiment de stockage où se trouvait un robinet d'eau condamné depuis.

La végétation sur le bord du fossé à l'endroit indiqué plus haut était encore lors de l'inspection recouverte d'une substance blanche, durcie, non farineuse, d'aspect et de dureté semblables à ceux de la peinture. Quelques tâches de peinture séchée se trouvaient à proximité immédiate du fossé, sur le rebord en béton délimitant la voirie de l'entreprise, à proximité du robinet. L'exploitant indique que certains employés ont pu, de retour d'un chantier, laver leurs pinceaux au dessus du fossé à l'aide du robinet pourvu d'un tuyau situé à l'angle du bâtiment, et depuis condamné pour éviter que ces pratiques se poursuivent. L'exploitant indique que le simple lavage de pinceaux n'aurait pas dû provoquer une pollution de l'ampleur de celle qui a été constatée par la police municipale. On note toutefois que des traces d'éclaboussures blanches, de même nature que les traces sur le bord du fossé, ont été constatées sur la végétation, en hauteur, jusqu'à environ 2 mètres de la coulée blanche susmentionnées: ces traces d'éclaboussures évoquent plutôt le lavage d'un récipient contenant de la peinture avec de l'eau sous pression, comme celle d'un tuyau d'arrosage. Les stocks de l'entreprise ne semblaient pas contenir d'autre produit susceptible de produire les effets observés que de la peinture acrylique blanche. L'inspection, conduite plus d'une semaine après les faits, n'a pas permis d'autre constat.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a montré que l'activité de l'entreprise MAG33 ne relève pas de la réglementation des ICPE. La police du maire est donc pleinement fondée à agir pour prévenir les risques de pollution qu'elle représente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement.</p> <p>L'établissement n'est pas connu en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).</p>
<p>Constats :</p> <p>Les activités pratiquées par l'entreprise MAG33 les plus susceptibles d'être visées par la nomenclature des ICPE sont le travail du bois (rubrique 2410) et la peinture (rubrique 2940). L'inspection a montré que la société ne dispose que de moyens très limités pour travailler sur place : l'essentiel de son activité a lieu sur le site des rénovations, où ses produits et machines sont transportés. L'exploitant indique que de menus travaux peuvent avoir lieu dans un coin de l'atelier présent sur place mais qu'ils sont très limités et occasionnels, affirmation que l'inspection a permis de corroborer. En particulier, l'entreprise ne dispose pas de cabine de peinture ni de machine de travail du bois à poste fixe.</p> <p>L'entreprise dispose par ailleurs sur place d'un petit stock de bois d'œuvre, de peintures acryliques (« peintures à l'eau ») et de divers matériaux de construction (plâtre, colle etc.) mais en quantités minimales.</p> <p>Aucune raison valide de soupçonner un classement de l'activité au titre de la nomenclature des ICPE n'a été identifiée lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite